

## TRADUCTION

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2001 — 692

[C — 2001/35234]

**19 FEVRIER 2001.** — Arrêté ministériel fixant, pour ce qui concerne la Région flamande et pour l'exercice d'imposition 2001, le coefficient tel que visé à l'article 255, troisième alinéa du Code des impôts sur les revenus 1992 et la réduction telle que visée à l'article 257, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> du Code des impôts sur les revenus 1992

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Le Ministre flamand des Finances, du Budget, de la Politique extérieure et des Affaires européennes,

Vu l'article 255 du Code des impôts sur les revenus 1992, tel qu'il a été ajouté par le décret du 19 décembre 1997 contenant des mesures d'accompagnement du budget 1998, article 12, pour ce qui concerne la Région flamande;

Vu l'article 257 du Code des impôts sur les revenus 1992, tel qu'il a été modifié par le décret du 9 juin 1998 contenant des dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus, pour ce qui concerne le précompte immobilier, article 3, pour ce qui concerne la Région flamande;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 1999 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 avril 2000;

Considérant que pour l'exercice d'imposition, le taux d'imposition, suite à la désindexation du précompte immobilier sur le matériel et l'outillage, ainsi que les réductions pour enfants à charge et handicaps, doivent être déterminés d'urgence en vue de l'enrôlement des impositions pour l'exercice d'imposition 2001,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le coefficient, visé à l'article 255 du Code des impôts sur les revenus 1992, troisième, quatrième et cinquième alinéas, tels qu'ils ont été ajoutés par le décret du 19 décembre 1997 contenant des mesures d'accompagnement du budget 1998, article 12, est fixé, pour ce qui concerne la Région flamande, à 0,94 pour l'exercice d'imposition 2001.

Le précompte immobilier pour matériel et outillage pour l'exercice d'imposition 2001 est fixé à 2,35 pour cent pour ce qui concerne la Région flamande.

**Art. 2.** Le tableau, visé à l'article 257, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, premier alinéa du Code des impôts sur les revenus 1992, tel qu'il a été modifié par le décret du 9 juin 1998 contenant des dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, pour ce qui concerne le précompte immobilier, article 3, est modifié comme suit pour ce qui concerne la Région flamande et pour l'exercice d'imposition 2001 :

Nombre d'enfants pris en considération	Montant global de la réduction en francs	Montant global de la réduction en euro par la conversion des montants de base et indexation ultérieure
2	231	5,75 (5,7494)
3	367	9,10 (9,0988)
4	513	12,74 (12,7383)
5	673	16,69 (16,6944)
6	844	20,94 (20,9405)
7	1028	25,50 (25,5031)
8	1225	30,38 (30,3821)
9	1434	35,55 (35,5513)
10	1656	41,06 (41,0634)

Dans le même article, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, deuxième alinéa, le montant de 226 francs (5,60 euro) est modifié en 231 francs (5,75 euro) pour ce qui concerne la Région flamande et pour l'exercice d'imposition 2001.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Bruxelles, le 19 février 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Le Ministre flamand des Finances, du Budget, de la Politique extérieure et des Affaires européennes,  
P. DEWAELE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2001 — 693

[C — 2001/27143]

**30 NOVEMBRE 2000.** — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la décision de soumettre à révision le plan de secteur de Liège en vue de permettre le développement de l'activité aéroportuaire et de l'activité économique qui lui est liée

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 41, 42 et 46, alinéa 1<sup>er</sup>;

Considérant que le Gouvernement a pris acte de l'analyse de la situation de droit et de fait visée à l'article 42 du Code en date du 16 novembre 2000;

Considérant que cette analyse a fait l'objet d'un rapport au Gouvernement permettant d'arrêter les périmètres des zones qu'il y a lieu de modifier au plan de secteur de Liège;

Considérant que, conformément à l'article 108, § 3 du Code, lorsque la révision du plan de secteur a été décidée, le fonctionnaire délégué peut émettre un avis défavorable en s'écartant du plan de secteur en vigueur;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement décide de soumettre à révision le plan de secteur de Liège en vue de permettre le développement de l'activité aéroportuaire et de l'activité économique qui est liée, ainsi que d'en tirer les conséquences sur les zones urbanisables en fonction du plan d'exposition au bruit, sur les communes de Ans, Awans, Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Georges.

§ 2. Les périmètres des zones concernées par le paragraphe 1<sup>er</sup> sont déterminés conformément aux plans annexés.

Sur le plan figurant en annexe 1 :

1° en zone d'activité économique industrielle :

a) la partie \*1 est réservée à l'exploitation de l'aéroport et aux opérateurs qui y développent leurs activités;

b) la partie \*2 est réservée à des entreprises utilisant les infrastructures de l'aéroport, dont l'activité nécessite une localisation à proximité immédiate et directement reliée à l'aéroport, telles que des entreprises de production ou de distribution de produits à haute valeur ajoutée;

c) la partie \*5 est réservée aux équipements bimodaux air-TGV-fret à construire;

d) la partie \*6 est réservée aux entreprises utilisant les équipements bimodaux rail-route à développer en vue d'accueillir les infrastructures de groupage-dégroupage et des prestataires de services logistiques rail-route;

2° en zone d'activité économique mixte :

a) la partie \*3 est réservée à des entreprises de plus petite taille, dont l'activité nécessite la proximité de l'aéroport mais une accessibilité moins directe à celui-ci, en vue d'accueillir le même type d'activité que dans la partie \*2;

b) la partie \*4 est réservée aux activités de bureau et aux infrastructures de soutien à l'aéroport passagers;

3° deux zones sont destinées à être affectées en zones d'aménagement différé à caractère industriel et deux zones sont destinées à être affectées en zones d'espaces verts.

§ 3. Les huit annexes peuvent être consultées au Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, rue Montagne Sainte-Walburge 2, 4000 Liège.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 3.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 novembre 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

#### ÜBERSETZUNG

#### WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2001 — 693

[C — 2001/27143]

**30. NOVEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung über den Beschluss, den Sektorenplan Lüttich einer Revision zu unterziehen, um die Entwicklung des Flugbetriebs und der damit verbundenen wirtschaftlichen Tätigkeit zu ermöglichen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 41, 42 und 46 Absatz 1;

In der Erwägung, dass die Regierung am 16. November 2000 von der in Artikel 42 des Gesetzbuches erwähnten Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage Kenntnis genommen hat;

In der Erwägung, dass ein Bericht über diese Analyse an die Regierung gerichtet worden ist, damit die abzuändernden Abgrenzungen der Gebiete im Sektorenplan Lüttich bestimmt werden können;

In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte gemäß Artikel 108, § 3 des Gesetzbuches ein ungünstiges Gutachten abliefern und von dem geltenden Sektorenplan abweichen kann, wenn die Revision des Sektorenplans beschlossen worden ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1 - § 1.** Die Regierung beschließt, den Sektorenplan Lüttich einer Revision zu unterziehen, um die Entwicklung des Flugbetriebs und der damit verbundenen wirtschaftlichen Tätigkeit zu ermöglichen, sowie dem Lärmbelastungsplan entsprechend die Folgen für die verstärkteren Gebiete, nämlich für die Gemeinden Ans, Awans, Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Georges zu ziehen.

§ 2. Die Abgrenzungen der in § 1 erwähnten Gebiete werden gemäß den beiliegenden Plänen festgelegt.

Auf dem als Anlage I beigefügten Plan gilt das Folgende:

1° in industriellen Gewerbegebieten:

- a) wird Teil \*1 dem Flughafenbetrieb und den Betreibern, die ihre Tätigkeit dort entwickeln, vorbehalten;
- b) wird Teil \*2 Unternehmen vorbehalten, die die Infrastrukturen des Flughafens benutzen, und die sich wegen ihrer Tätigkeit in unmittelbarer Nähe des Flughafens niederlassen und direkt mit ihm verbunden sein müssen, wie zum Beispiel Unternehmen, die Waren mit hohem Wertzuwachs erzeugen oder vertreiben;
- c) wird Teil \*5 noch auszubauenden bimodalen Einrichtungen für kombinierten Luft-TGV-Frachtverkehr vorbehalten;
- d) wird Teil \*6 Unternehmen vorbehalten, die noch auszubauende bimodale Einrichtungen für kombinierten Verkehr Schiene-Straße benutzen, um die Niederlassung von Umschlaglagern für Sammelgutspektion sowie von Erbringern von Dienstleistungen im Bereich der Schiene-Straße-Logistik zu ermöglichen.

2° in gemischten Gewerbegebieten

a) wird Teil \*3 kleineren Unternehmen vorbehalten, die sich wegen ihrer Tätigkeit in unmittelbarer Nähe des Flughafens niederlassen müssen aber keine solche direkte Verbindung mit ihm brauchen, um die Niederlassung von Tätigkeiten der gleichen Art wie in Teil \*2 zu ermöglichen;

b) wird Teil \*4 Bürotätigkeiten und Unterstützungsinfrastrukturen für den Passagierflughafen vorbehalten;

3° für zwei Gebiete wird die Zweckbestimmung als Bauerwartungsgebiete mit industriellem Charakter und für zwei Gebiete wird die Zweckbestimmung als Grüengebiete vorgesehen.

§ 3. Einsicht in die acht Anlagen kann beim Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, rue Montagne Sainte Walburge 2, in 4000 Lüttich, genommen werden.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

**Art. 3** - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. November 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

—  
VERTALING

#### WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2001 — 693

[C — 2001/27143]

**30 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de beslissing om het gewestplan Luik aan herziening te onderwerpen met het oog op de ontwikkeling van de luchthavenactiviteit en de daaraan verbonden economische activiteit**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 41, 42 en 46, eerste lid;

Overwegende dat de Regering op 16 november 2000 akte heeft genomen van de analyse van de feitelijke en rechtstoestand, bedoeld in artikel 42 van het wetboek;

Overwegende dat een verslag aan de Regering over deze analyse uitgebracht werd ter bepaling van de omtrekken van de gebieden die in het gewestplan Luik gewijzigd dienen te worden;

Overwegende dat de afgevaardigde ambtenaar, nadat besloten is het gewestplan te herzien, overeenkomstig artikel 108, § 3 van het Wetboek, een ongunstig advies kan uitbrengen waarbij hij van het geldende gewestplan afwijkt;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. De Regering beslist het gewestplan Luik aan herziening te onderwerpen met het oog op de ontwikkeling van de luchthavenactiviteit en de daaraan verbonden economische activiteit, en dat het aangewezen is de gevolgen hiervan te bepalen op de bebouwbare zones naar gelang van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, op het grondgebied van de gemeenten Ans, Awans, Flémalle, Grâce-Hollogne, Saint-Georges.

§ 2. De omtrekken van de in § 1 betrokken zones worden bepaald op grond van de bijgevoegde plannen.

Op het plan van bijlage 1 :

1° als industriële bedrijfsruimte :

a) deel \* 1 is bestemd voor de exploitatie van de luchthaven en voor de operatoren die er hun activiteit ontwikkelen;

b) deel \* 2 is bestemd voor ondernemingen die de infrastructuren van de luchthaven gebruiken, en die wegens hun activiteit vlakbij de luchthaven moeten gevestigd zijn of er rechtstreeks mee moeten worden verbonden zoals bedrijven voor de productie of afzet van hoogwaardige producten;

c) deel \* 5 is bestemd voor de aan te leggen bimodale lucht-HST-vracht-voorzieningen;

d) deel \* 6 is bestemd voor de ondernemingen die te ontwikkelen bimodale spoorwegen-wegen-voorzieningen gebruiken om de groeepage- en degroeepage-infrastructuren alsmede logistische spoorwegen-wegen-dienstverleners op te vangen.

2° als gemengde bedrijfsruimte :

a) deel \* 3 is bestemd voor kleinere ondernemingen met een activiteit waarvoor de luchthaven vlakbij moet zijn maar minder rechtstreeks toegankelijk om hetzelfde type activiteit als in deel \* 2 op te vangen;

b) deel \* 4 is bestemd voor de kantooractiviteiten en voor infrastructuren ter ondersteuning van de passagiersluchthaven;

3° twee zones worden opgenomen als gebieden met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat en twee zones worden opgenomen als groengebieden.

§ 3. Alle acht bijlagen liggen ter inzage bij het Ministerie van het Waalse Gewest, Directoraat-Generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, rue Montagne Sainte Walburge 2, 4000 Luik.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

**Art. 3.** De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 november 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 694 [2001/31096]

**23 NOVEMBRE 2000.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale reportant de deux années l'augmentation prévue à l'article 23, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 1996 organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région bruxelloise ou par les sociétés immobilières de service public

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 9 septembre 1993 portant modification du Code du Logement pour la Région de Bruxelles-Capitale et relative au secteur du logement social et notamment les articles 3, 4, 5 et 6.

Vu l'arrêté du 26 septembre 1996 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région bruxelloise ou par les sociétés immobilières de service public et notamment l'article 23 modifié par l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 mars 1997.

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 septembre 1999 reportant d'une année l'augmentation prévue à l'article 23, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 1996 organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région bruxelloise ou par les sociétés immobilières de service public.

Vu l'avis de la Société du Logement de la Région bruxelloise du 14 novembre 2000.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 694 [2001/31096]

**23 NOVEMBER 2000.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende uitstel voor twee jaren van de verhoging, voorzien in artikel 23, § 3, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 1996 houdende de regeling van de verhuur van de woningen beheerd door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of door de openbare vastgoedmaatschappijen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering

Gelet op de ordonnantie van 9 september 1993 houdende de wijziging van de Huisvestingscode voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en betreffende de sociale huisvestingssector, inzonderheid op de artikelen 3, 4, 5, en 6.

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 1996 houdende de regeling van de verhuur van de woningen beheerd door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of door de openbare vastgoedmaatschappijen, inzonderheid op artikel 23, gewijzigd bij artikel 10 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 maart 1997.

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 september 1999 houdende uitstel voor een jaar van de verhoging, voorzien in artikel 23, § 3, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 1996 houdende de regeling van de verhuur van de woningen beheerd door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of door de openbare vastgoedmaatschappijen.

Gelet op het advies van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij van 14 november 2000.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1.